



FORUM
GÉNÉRATION ÉGALITÉ

Rapport FEMNET 2021



Contenu

Contexte	3
Le Forum	4
Les questions en jeu	4
Étude de cas : Namibie	9
FEMNET mobilise ses membres à travers l'Afrique	11
Commentaires des Watch Parties	15
Annexe 1: Rapport numérique	20
Annexe 2: Exemples de conversations / publications sur Tweet	24
Annexe 3: Galerie de photos	25

Contexte

Pour marquer le 25e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin en 2020, ONU Femmes a lancé le Forum de la génération (Generation Equality Forum) pour l'égalité, un rassemblement mondial pour l'égalité des sexes, convoqué par ONU Femmes et co-organisé par les gouvernements du Mexique et de la France en partenariat avec la société civile, réunissant des militants des droits des femmes, des défenseurs de l'égalité des sexes et des visionnaires pour faire pression en faveur d'un financement adéquat et de la mise en œuvre complète de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin.

Les coalitions d'action pour l'égalité entre les générations (Generation Equality Action Coalitions) ont pour objectif d'apporter des changements concrets et transformateurs pour les femmes et les filles du monde entier au cours des cinq prochaines années. Elles se concentrent sur six domaines (six areas) essentiels à la réalisation de l'égalité des sexes :

1. **Mettre fin à la violence basée sur le genre**
2. **Faire progresser la justice et les droits économiques**
3. **Lutter pour l'autonomie corporelle des femmes et pour leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs**
4. **Renforcer l'action féministe pour la justice climatique**
5. **La technologie et l'innovation pour l'égalité des sexes, et**
6. **Mouvements et leadership féminists**

En plus de ces six thèmes, un compact sur les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire, marquant les 20 ans de l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, concentrera l'attention dans ces domaines.

En juillet 2020, FEMNET a été sélectionné comme l'un des chefs de file de la coalition d'action du Forum de l'égalité des générations, chargé spécifiquement de co-diriger et de co-convoquer la coalition d'action (**Economic Justice and Rights Action Coalition**) pour la justice et les droits économiques afin de susciter des conversations intergénérationnelles et intersectorielles et de catalyser une action collective qui produira des résultats concrets et changeants pour les femmes et les filles dans toute leur diversité au cours des cinq prochaines années.

Lors du Forum de l'égalité entre les générations à Paris, chaque coalition d'action a lancé un plan d'accélération mondial (**Global Acceleration Plan**) - un ensemble ciblé d'actions concrètes, ambitieuses et immédiates à mener de 2021 à 2026, qui devraient avoir un impact tangible sur l'égalité des sexes et les droits fondamentaux des filles et des femmes.

Le plan et toutes les actions relevant des six domaines ne peuvent être réalisés sans financement, sans changement des normes de genre, sans réforme des lois et des politiques, sans éducation, sans données sur le genre et sans obligation de rendre des comptes, sans s'attaquer à la discrimination inter sectionnelle et sans se concentrer sur le changement systémique en s'attaquant aux inégalités structurelles.



Le Forum

Le Forum de l'égalité des générations s'est tenu à Paris, en France, du 30 juin au 2 juillet 2021, dans le prolongement du Forum qui s'était tenu au Mexique plus tôt dans l'année. Des dizaines de milliers de personnes ont participé à ce rassemblement de trois jours, dont la majorité s'est engagée virtuellement. Le forum a débouché sur 40 milliards de dollars d'investissements engagés ; les gouvernements et les institutions du secteur public se sont engagés à verser 21 milliards de dollars, le secteur privé 13 milliards de dollars, la philanthropie 4,5 milliards de dollars, les entités des Nations unies et les organisations internationales et régionales 1,3 milliard de dollars. En plus de ces promesses financières, de nombreuses institutions ont pris des engagements en matière de politiques et de programmes, dont 440 organisations de la société civile et 94 organisations dirigées par des jeunes.

Au cours du Forum, le Plan mondial d'accélération pour l'égalité des sexes a été lancé, ainsi qu'un Pacte sur les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire. D'autres initiatives dans les domaines de la santé, du sport, de la culture et de l'éducation ont également été annoncées.

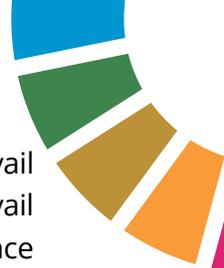
« Cette semaine, j'ai revécu l'expérience de 1995, lorsque j'étais une jeune militante des droits des femmes à la conférence de Pékin. Le contexte de COVID-19 et les autres obstacles sont aujourd'hui une source d'inspiration encore plus grande pour l'innovation, la solidarité et l'inclusion. Je suis reconnaissante pour les engagements pris cette semaine. Il est maintenant temps d'investir encore plus dans les filles et les jeunes femmes - pour que les ressources atteignent les communautés rurales et marginalisées, pour que la technologie soit au service du bien public et disponible pour tous, et pour que les États membres soient davantage responsables des droits humains des femmes et des filles.»¹

- Nyaradzayi Gumbonzvanda

Les questions en jeu

Les femmes, et en particulier celles du Sud, étant surreprésentées dans les emplois faiblement rémunérés avec des avantages et une protection minime, voire inexistantes, dans le secteur informel et dans les secteurs largement touchés et plus exposés au COVID-19, ont été touchées de manière disproportionnée par la pandémie. Le COVID-19 a souligné et exacerbé les inégalités. Dans toutes les sociétés, les femmes sont en première ligne en tant qu'infirmières, soignantes et nourricières. La charge du travail domestique s'est alourdie, avec des demandes accrues de

¹ As reported in Generation Equality Forum concludes in Paris with Announcement of Revolutionary Commitments and Global Acceleration Plan to Advance Gender Equality by 2026 | Generation Equality Forum, July 2, 2021, Paris France.



soins aux enfants, aux malades et aux personnes âgées, qui s'ajoutent à la charge de travail et aux responsabilités déjà lourdes des femmes, ce qui se traduit par des «journées de travail sans fin». La déclaration et le programme d'action de Pékin de 1995 soulignent l'importance de s'attaquer à la répartition inégale du travail rémunéré et non rémunéré entre les hommes et les femmes comme une étape essentielle pour atteindre l'égalité des sexes. La pandémie a également entraîné un pic des incidences de la violence domestique, 50 % des personnes interrogées dans le cadre d'une étude menée en Afrique de l'Ouest par le WILDAF ayant déclaré avoir subi davantage de violence domestique pendant le COVID-19. La pandémie a entraîné une régression rapide des progrès réalisés, avec 36 ans de retard sur l'égalité des sexes. Le Forum économique mondial a indiqué qu'au rythme actuel, il faudra 136,5 ans pour atteindre l'égalité des sexes. Quarante-sept millions de femmes sont passées sous le seuil de pauvreté en 2021, et les femmes ont enregistré une baisse de revenus de 800 milliards de dollars en 2020, soit plus que le PIB combiné de 98 pays. Malgré l'impact de la COVID sur les femmes, celles-ci sont grossièrement écartées des mécanismes de réponse et de prise de décision de la COVID. Cela se traduit par le fait que les mesures de relance n'atteignent pas les femmes, en particulier celles qui sont sans papiers et/ou sans contrat, qui travaillent dans le secteur informel, qui n'ont pas d'économies, qui sont employées au bas de l'échelle économique et qui n'ont pas la possibilité de réclamer leur emploi.



«COVID va faire reculer les femmes d'une génération. Les soins à la famille, aux proches, le travail - sans que cela soit correctement payé ou reconnu, sans les soins, les sociétés s'effondrent. Souligner ce travail est primordial.» - Cécile Duflot



«Nous voulons un monde dans lequel les femmes ne consacrent pas tout leur temps aux soins non rémunérés. La politique a un rôle à jouer à cet égard. Les inégalités qui touchent les femmes sont ancrées dans les normes, les standards et les pratiques traditionnelles et religieuses. C'est au gouvernement de les corriger, sur la base du protocole de Maputo. Nous devons nous attaquer à l'inégalité de la charge domestique, à l'inégalité du pouvoir économique des femmes. Nous devons avoir un meilleur accès aux ressources et aux services publics.»

- Kafui Adjamagbo-Johnson



S'attaquer à la répartition inégale du travail de soins entre les hommes et les femmes :

1. **Reconnaître**, en le rendant visible, le travail de comptage des soins par le biais des systèmes statistiques nationaux de comptabilité.
2. **Redistribution**, secteur privé et public partageant davantage la charge des soins, redistribution du travail entre les hommes et les femmes, afin de soulager les femmes, services publics de garde d'enfants, transports publics efficaces - pour libérer les femmes afin qu'elles puissent exercer un travail rémunéré [et avoir plus de temps libre], lutte contre les normes sociales.
3. **Récompenser**, indemniser les femmes pour le travail de soins - dans le secteur privé et public.
4. **Réduire**, en mettant à disposition une main-d'œuvre abordable et accessible et des technologies et infrastructures permettant de gagner du temps.
5. **Représentation** des femmes dans les instances dirigeantes du dialogue social.

Exemples de la manière dont les pays peuvent transformer l'économie des soins et redresser le déséquilibre entre les sexes ²

1. S'attaquer aux stéréotypes liés au genre - à l'école, réformer les programmes pour contrecarrer les modèles traditionnels régressifs et les rôles de genre.
2. Façonner les normes sociales et économiques de genre autour de la prise en charge par le biais de la politique - congé paternel substantiel, congé payé pour les pères, congé flexible et payé pour les personnes qui s'occupent de parents malades.
3. Améliorer les conditions de travail, la rémunération et les autres incitations pour les aidants rémunérés - lorsque les femmes sont majoritaires

«Les choix politiques déterminent qui profite et qui perd dans la distribution des ressources. Les investissements, ou le manque d'investissements, dans les services publics et la protection sociale en sont un bon exemple. L'exclusion systématique comprend l'obscurcissement de l'économie, considérée comme une discipline technique et compliquée qui échappe à la compréhension du commun des mortels. L'Académie féministe africaine de macroéconomie (AFMA) cherche à remédier à cette situation.

“ Arrêtez de parler, commencez à financer. C'est possible. C'est notre audace de perturber. »

- Memory Kachambwa, FEMNET

² As proposed by Ulrik Knudsen, Secretary General of OECD in GEF session: *Economic Justice and Rights*.

Les gouvernements africains ont pris un certain nombre d'engagements, notamment :

- Le président sud-africain a affirmé l'affectation de 40 % des marchés publics aux entreprises dirigées par des femmes. L'Afrique du Sud s'est également engagée à lancer et à soutenir l'initiative Charlotte Maxeke pour la justice et les droits des femmes - des projets de collaboration visant à accroître les opportunités pour les femmes et les filles en matière d'entrepreneuriat, de leadership et de diplomatie
- Le président du Kenya a annoncé une stratégie nationale et des ressources pour prévenir et répondre à la violence fondée sur le genre, y compris la mise en œuvre d'un mécanisme intégré de réponse des services de police nationale appelé «policare» ainsi que des centres de récupération de la violence fondée sur le genre dans l'ensemble de ses 47 comtés..
- Le travail du gouvernement du Burkina Faso avec le Bénin, la Guinée, le Mali, le Niger et le Togo pour développer des engagements communs liés à la gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans ; et la poursuite du changement juridique et social pour mettre fin à la violence basée sur le genre, y compris les MGF et le mariage des enfants.
- la Namibie à intégrer et à mettre en œuvre les dispositions de la convention 190 de l'OIT et de ses recommandations 206.
- L'île Maurice a ratifié la convention au cours du Forum le 1er juillet 2021, devenant ainsi le huitième et dernier État à le faire³
- La Tanzanie a pris un certain nombre d'engagements, notamment : développer les programmes nationaux multisectoriels de garde d'enfants ainsi que les centres communautaires de garde d'enfants ; augmenter les investissements dans l'approvisionnement fiable en eau, l'électrification rurale, les énergies renouvelables, les technologies pertinentes et abordables dans les zones rurales et périurbaines ; améliorer l'accès et l'utilisation des technologies pertinentes, notamment pour l'inclusion financière et l'agriculture

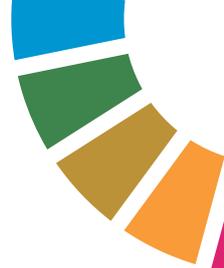
Autres points saillants des engagements de l'Afrique ⁴

1. Sur les 55 pays africains, les engagements soumis proviennent de **31 pays** seulement, ce qui signifie **qu'aucun engagement** n'a été soumis par 24 pays africains.
2. Un total de **196 entités** ont soumis leurs engagements à partir de ces 31 pays.
3. La valeur totale de tous les engagements est de 1 milliard USD, dont la moitié est engagée par le gouvernement ougandais.
4. **Seuls 16 gouvernements africains** ont soumis leurs engagements : **Afrique du Sud, Burkina Faso, Gabon, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mozambique, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Somalie, Tanzanie, Tunisie, Ouganda et Zimbabwe.**

³ As of July 2021

⁴ Compiled by Mwanahamisi Sangano, FEMNET Program Manager

- 
5. Le gouvernement de l'Ouganda s'est engagé à verser **577 millions USD**, mais **12** des 16 gouvernements **n'ont pas respecté** leurs engagements.
 6. **Le Kenya** est le pays qui prend le plus d'engagements, suivi par le Nigeria, la Tanzanie, la RDC, le Cameroun et l'Afrique du Sud. **Les pays ayant pris le moins d'engagements**, soit un (1) chacun, sont le Sud-Soudan, la Guinée, le Rwanda, l'Éthiopie, le Maroc, la Mauritanie, la Somalie et la Guinée équatoriale..
 7. **Mettre fin à la violence basée sur le genre** et faire **progresser la justice et les droits économiques** sont les thèmes prioritaires selon les engagements soumis par les gouvernements africains.
 8. Seuls les gouvernements du Rwanda et de la Tunisie se sont engagés à faire progresser **la technologie et l'innovation** en faveur de l'égalité des sexes, tandis que les gouvernements du Malawi, du Gabon et de l'Afrique du Sud se sont engagés, entre autres, à faire progresser **le mouvement et le leadership féministes**.
 9. **Aucun gouvernement** ne s'est explicitement engagé à faire progresser **l'action féministe pour la justice climatique**, en fait, de tous les engagements, l'action féministe pour la justice climatique a eu moins d'engagements.
 10. Les gouvernements d'Afrique du Sud, du Nigeria et du Kenya se sont explicitement **engagés à ratifier et à mettre en œuvre la Convention C190 de l'OIT**.
 11. Sur 196 entités, seule une institution financière/du secteur privé - la Banque africaine de développement - s'est engagée à verser 300 millions de dollars US pour débloquer 2 milliards de dollars US pour les entreprises appartenant à des femmes africaines.
 12. **Seuls 3 philanthropes** ont enregistré leurs engagements sur la plateforme : **Mo Dewji de Tanzanie**, s'engageant à verser 1 million USD, **Urgent Action Fund Africa s'engageant à verser 2 millions USD** et **Jumuia Women Fund** au Kenya s'engageant à verser 1 million USD.
 13. **L'Université Aga Khan** est la **seule institution universitaire/de recherche** en Afrique à s'être engagée à hauteur de 1,1 million de dollars US en faveur de la promotion du leadership féminin.
 14. La majorité des engagements proviennent d'organisations de la société civile, principalement des organisations de défense des droits des femmes, avec un nombre significatif d'engagements d'organisations dirigées par des jeunes/filles.



Étude de cas : Namibie

Convention 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement dans le monde du travail

«[Nous nous engageons] à garantir le respect et la dignité pour tous dans notre pays et nous nous engageons à éliminer les résidus du colonialisme et de l'idéologie de la suprématie masculine qui existent aujourd'hui. La Namibie connaît une forte inégalité des revenus, un taux de chômage élevé, une informalité croissante au sein de la population active, autant de facteurs qui augmentent le risque de violence et de harcèlement. Nous comprenons l'importance primordiale de travailler à l'éradication du harcèlement sexuel et de la violence liée au sexe pour la dignité humaine au travail. Nous travaillerons à ce changement de paradigme - qui fait partie intégrante du développement social et économique de la Namibie.»

- Hafeni Ndemula

La convention 190 de l'OIT, également connue sous le nom de convention sur la violence et le harcèlement, a été adoptée en 2019. Il s'agit de la première norme internationale sur la violence et le harcèlement au travail, appelant à une tolérance zéro pour la violence et le harcèlement, reconnaissant l'inacceptabilité et l'incompatibilité des deux avec le travail décent. La convention réitère le droit au travail, en plus des droits au travail, appelant à un travail décent et digne dans un environnement sûr. Si elle fournit un cadre global sur ce qu'est la violence et le harcèlement, et un soutien aux États membres pour s'attaquer à leurs causes profondes, elle laisse la place à des solutions réglementaires au niveau national. La convention aborde également l'impact de la violence domestique dans le monde du travail, qui devient de plus en plus évident pendant le COVID, alors qu'une grande partie du travail se fait à domicile. La Convention appelle également à des moyens de réparation appropriés pour les victimes. Les efforts de plaidoyer pour la ratification et la mise en œuvre effective de la Convention 190 doivent être intensifiés.

La Convention a été ratifiée par 7 États membres : la Namibie, la Somalie, Maurice, l'Argentine, les Fidji, l'Uruguay et l'Équateur. La Namibie est le troisième pays au monde à ratifier la Convention 190 de l'OIT, et le premier pays africain lorsqu'elle l'a ratifiée le 9 décembre 2020. Le vice-ministre du travail et de la création d'emplois, Hafeni Ndemula, a partagé les mesures que la Namibie a prises avant la ratification, et celles qu'elle a prises depuis :



- Notre approche de la ratification était **systematique et inclusive**, nous avons commencé à mettre en œuvre la convention dès que nous l'avons ratifiée - cet élément a assuré le succès initial.
- **Volonté politique** - dès le début du débat de l'OIT, le ministre du travail et de la création d'emplois **a sensibilisé** le Cabinet à l'importance des nouvelles normes internationales du travail proposées. Cela s'est produit à un moment où le gouvernement tentait de répondre à l'indignation du public face à l'augmentation de la violence liée au sexe.
- Le ministère de la Planification a constitué un **groupe de travail** sur la violence et le harcèlement au niveau de la direction - le rôle de chaque composante du ministère dans la mise en œuvre de la Convention a été défini et **une feuille de route** a été préparée.
- **Recherche** - avec l'aide de l'OIT, une étude initiale a été menée dans 3 industries, et conçue et validée par un groupe tripartite. L'étude a révélé que 72% des femmes et un nombre tout aussi élevé d'hommes étaient d'accord pour dire que le harcèlement sexuel était une réalité pour la plupart des femmes en Namibie.
- Rencontré des représentants d'organisations d'employés et de syndicats **pour évaluer dans quelle mesure** les lois et pratiques namibiennes étaient conformes à la Convention 190 et à la Recommandation 206. Il a été conclu qu'il faudrait de nombreuses années pour atteindre une conformité totale, mais il a été convenu qu'une ratification rapide de la Convention devrait être entreprise en raison de l'importance de la mise en œuvre de nouvelles normes.
- Le ministère **a mobilisé le soutien** en faveur de la ratification par le biais d'une réunion d'information de haut niveau sur la convention, à laquelle ont assisté 200 membres - dont des représentants de ministères, d'entreprises publiques, de partenaires sociaux et d'organisations de la société civile.
- **Réforme législative** - la proposition du ministère d'intégrer un droit fondamental à la liberté de la violence et du harcèlement, obligations de la Convention de l'OIT, dans la loi sur le travail de 2007 a été acceptée.
- La conformité, les formalités de ratification, les mémorandums explicatifs couvrant les dispositions de la Convention, le soutien des parties prenantes, la réforme législative prévue ont été soumis au Conseil consultatif du travail, au Procureur général, au Cabinet et à l'Assemblée nationale..
- **Sensibilisation du public** - la couverture médiatique permanente des mesures prises en amont et en aval de la ratification a contribué à sensibiliser le public à l'éradication de la violence et du harcèlement.
- Des plans ambitieux pour mettre en œuvre les dispositions de la Convention sont basés sur **des stratégies à court, moyen et long terme**, coordonnées par des mécanismes multisectoriels, ancrés dans les institutions existantes.
- La première phase consiste à changer les cœurs, à former des maîtres formateurs dans tous les secteurs, à assurer un encadrement de haut niveau et à utiliser les médias de manière innovante pour partager les expériences avec les autres gouvernements, les partenaires sociaux et les autres partenaires intéressés.

Il est assez remarquable de considérer que toutes ces mesures ont été prises dans le contexte de l'épidémie de COVID-19.

FEMNET mobilise ses membres à travers l'Afrique

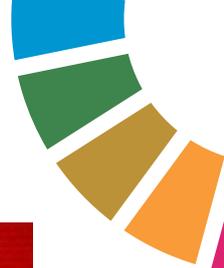


Pendant le format GEF Paris, FEMNET a cherché à : 1) mobiliser les femmes et les filles africaines au niveau local et national pour qu'elles s'engagent de manière significative et influencent les processus du FEM et 2) doter les organisations de défense des droits des femmes de capacités de plaidoyer politique et d'informations pour exiger de leurs dirigeants qu'ils agissent sur les priorités de la Coalition d'action et les engagements pris. FEMNET a cherché à atteindre cet objectif en aidant les femmes et les filles à développer des cadres de responsabilité pour suivre les progrès. Dans le cadre de ces objectifs, FEMNET a mobilisé 22 organisations féministes et de défense des droits des femmes dans 14 pays d'Afrique pour organiser des soirées de suivi de la cérémonie d'ouverture du FEM. Plus de 1 300 personnes, dont des jeunes filles et des adolescentes de moins de 18 ans, des jeunes femmes de moins de 25 ans, ainsi que des garçons, des jeunes hommes et des hommes, des personnes handicapées, des personnes LGBTQI+ et des jeunes mères, ont participé à ces soirées, ce qui leur a permis d'accéder à la cérémonie d'ouverture et aux autres sessions du FEM.



Portée des groupes de surveillance physique -

	Forum des Femmes	YWLI	EVA	CAWEE	FSN	WAN	GLS	Kadirat
	Sierra Leone	Kenya	Nigeria	Ethiopie	Zimbabwe	Ghana	Uganda	Tunisie
Filles/Adolescents (moins de 18 ans)	9	17	17	11	3	5	37	7
Jeunes femmes (18-25)	23	14	13	14	20	18	13	9
Femmes (25+)					4	5	4	6
Garçons (moins de 18 ans)	3	11						3
Jeunes hommes (18-25)				1	1	2		6
Homme (25+)				14	1		2	4
Personnes handicapées	5						-2	
Jeunes mères		3						
LGBTQI+								2
Autre					1			
Total	40	45	30	40	30	30	56	36



	GROOTS	Polycom	GEN-CED	Centre féministe pour la paix, les droits et la justice	Voix de Femme	CONAFED	FWA
	Kenya	Kenya	Ghana	Kenya	Burkina Faso	RDC	RDC
Filles/Adolescents (moins de 18 ans)		20	11	1	35		
Jeunes femmes (18-25)	21	32	14	12	160		
femmes (25+)	88	3	5	22	50	8	8
Garçons (moins de 18 ans)					15		
Jeunes hommes (18-25)	6				125		
Homme (25+)	19			1	45	14	14
Personnes handicapées	1			3	20		
Jeunes mères							
LGBTQI+				1			
Autre							
Total	129	55	30	36	450	22	22



	ROALJEF	Mwana Pwo	CHI	CAPWD	DSW	AMWIK	WILPF
	Mali	Angola	Liberia	Kenya		Kenya	Senegal
Filles/Adolescents (moins de 18 ans)	10	6	11	7		1	
Jeunes femmes (18-25)	15	8	9	20	6	10	5
Femmes (25+)		2	3	20		12	31
Garçons (moins de 18 ans)	5						
Jeunes hommes (18-25)	5	1			6		3
Hommes (25+)	5		3		1	5	6
Personnes handicapées	7		4	5		2	1
Jeunes mères							
LGBTQI+	3	1					
Autres	10						
Total	60	18	30	57	13	30	46

Le Young Women's Leadership Institute (YWLI), basé à Nairobi, au Kenya, a par exemple noté que le président Uhuru Kenyatta a réitéré l'engagement du Kenya à mettre fin à toutes les formes de VBG en adoptant les traités internationaux pertinents, notamment la Convention 190 de l'OIT. YWLI assurera le suivi de cet engagement et le fera largement connaître auprès



d'autres organisations féministes afin de garantir une demande collective de responsabilisation. En outre, bien que l'accès virtuel ne soit pas le même que l'accès physique, les groupes de surveillance ont facilité l'accès aux sessions du FEM pour ceux qui n'y auraient pas eu accès autrement, en fournissant un espace physique, une connexion Internet et un rassemblement d'esprits pour discuter et contextualiser la conversation

Commentaires des Watch Parties



Au cours de la soirée d'observation et pendant le reste des deux jours, des jeunes femmes et des jeunes filles ont participé à la prise en charge et à l'animation des sessions. C'était incroyable car l'inclusion était vivante. Les jeunes femmes ont reconnu le soutien continu pour accéder aux espaces, en particulier les espaces mondiaux auxquels elles ont rarement accès et sur lesquels elles ont peu d'influence.

- YWLI, Kenya



L'augmentation du financement des organisations dirigées par des femmes et des jeunes, en particulier à la base, permettra de s'assurer que les fonds atteignent les groupes de femmes et de filles les plus vulnérables et marginalisés et que les voix et les besoins des femmes et des filles sont au cœur des programmes qui leur sont destinés. Il s'agit d'une priorité importante car les progrès réalisés en matière d'égalité entre les sexes ont été réduits à néant par la pandémie de Covid-19, les femmes et les filles en faisant les frais alors que les inégalités existantes se creusent.



La session de discussion avec les participants avant et après la cérémonie d'ouverture a suscité des conversations sur l'égalité des sexes et les normes nuisibles qui perpétuent la violence et les inégalités à l'égard des femmes et des filles.

- L'éducation comme un vaccin (EVA), Nigeria



L'équipe du CAWEE et les participants n'ont pu assister au lancement du Forum que pendant les 30 premières minutes. Cela est dû au retard pris dans le lancement du Forum, la plateforme du FEM à Paris ayant rencontré des difficultés techniques pendant le lancement.

- CAWEE, Éthiopie



Les jeunes et les adolescentes n'étaient pas bien représentés et des questions techniques ont privé les participants de réfléchir à leurs perspectives et à leurs aspirations.

Couper les jeunes et ne pas les laisser s'exprimer était décourageant. Le FEM Paris était exclu, inaccessible et tout au long du Forum, les jeunes ont été symbolisés, réduits au silence et traités comme des pions politiques.

- Kadirat



La participation reste un défi pour les pays lusophones en raison des différences linguistiques. Bien que les filles aient compris une partie des discussions en espagnol, l'utilisation du portugais aurait permis d'améliorer les connaissances. Les femmes des pays lusophones défendent la même cause et pourtant elles sont souvent exclues, nous aimerions aussi pouvoir participer à des réunions de cette nature afin d'apprendre et d'échanger des expériences», a déclaré une participante. Il serait bon que des processus d'une telle ampleur incluent des traducteurs portugais.

- Mwana Pwo



La différence de fuseaux horaires nous a conduits à terminer notre forum un peu plus tôt compte tenu du couvre-feu dans le pays.

-DSW

Les questions qui ont suscité l'intérêt et l'attention des membres

- Engagements et promesses d'augmenter le financement direct des organisations féministes, des organisations et groupes de femmes de base et des organisations dirigées par des jeunes.
- Il n'y a pas eu de directives ou d'engagements clairs concernant le financement des organisations de base, malgré des engagements budgétaires importants. Il existe un soutien et une capacité limités pour permettre aux jeunes femmes, aux féministes et aux organisations dirigées par des filles de lever des fonds pour des ressources pluriannuelles et à long terme.
- Lors de la cérémonie d'ouverture, une jeune personne a fait entendre sa voix sur la justice climatique. C'était formidable de voir Julieta Martinez, 17 ans, fondatrice de la plateforme «Tremendas» en Amérique latine, partager la scène avec Hilary Clinton pour parler avec passion de la justice climatique. Elle a appelé les dirigeants mondiaux à soutenir et à fournir des outils et des mécanismes permettant aux filles d'agir pour un avenir durable.
- De nouveaux mécanismes de responsabilité ont été développés tout au long du processus du FEM, le plus important étant le WPS-HA Compact qui engage efficacement les OSC, les réseaux, le secteur privé, les gouvernements et les institutions académiques à diriger les processus de prise de décision, et permet une communication efficace entre les différentes parties prenantes.

Qu'est-ce qui aurait dû faire l'objet d'une plus grande attention ?

- Le forum n'était pas aussi inclusif qu'il devrait l'être. Il doit y avoir une plus grande représentation de toutes les femmes, comme les femmes handicapées, les femmes LBQ et transgenres, et les femmes vivant dans les zones rurales.
- La plateforme virtuelle du forum a été limitée car les possibilités pour les participants de s'engager pleinement n'ont pas été prises en compte. La traduction était également limitée, en grande partie à cause de problèmes technologiques.
- Issues Les questions de gouvernance et la manière dont elles affectent la mise en œuvre et la réglementation des politiques.
- Il aurait pu y avoir davantage d'engagements politiques, notamment de la part des chefs d'État africains. Le forum aurait dû s'assurer que les dirigeants politiques qui sont à la tête de l'élaboration des politiques de genre s'engagent à nouveau et rendent compte des résultats obtenus jusqu'à présent.
- La couverture des questions relatives aux femmes réfugiées et aux personnes déplacées s'est limitée au Pacte WPS-HA, mais n'a pas été suffisamment soulignée dans les autres sessions.
- Les questions techniques ont privé les participants de réfléchir à leurs perspectives et aspirations.



Engagements pris par les membres

- YWLI assurera le suivi de l'engagement du Kenya à ratifier la Convention 190 de l'OIT, ainsi qu'à prendre des mesures concrètes pour lutter contre la violence liée au sexe.
- Le Women's Forum Sierra Leone continuera à réunir le gouvernement, les entreprises, les ONG, les groupes de jeunes et les fondations pour obtenir des engagements concrets, ambitieux et transformateurs en faveur de l'égalité des sexes.
- EVA demandera au gouvernement de rendre des comptes sur son engagement au FEM en contrôlant les lignes budgétaires fédérales et étatiques afin de s'assurer que des fonds sont alloués à la santé et au développement des femmes et des filles.
- FSN mènera des actions de plaidoyer sur la mise en œuvre effective des lois et des politiques visant à promouvoir l'égalité des sexes.
- L'AMJ travaillera avec les acteurs étatiques et les médias concernés pour nous aider à tenir les acteurs responsables de leurs engagements envers le FEM Paris.
- Le GLS créera un mouvement de filles et de jeunes femmes pour défendre les demandes inscrites dans la BPfA et suivre les progrès réalisés grâce à des collaborations et des partenariats avec des activistes et des leaders de terrain qui défendent l'égalité des sexes. Le GLS créera également des espaces pour les filles et les jeunes femmes afin de leur permettre de participer à l'élimination des obstacles à la réalisation de l'ODD5.
- Kadirat prévoit une série d'événements visant à sensibiliser le public et les médias aux engagements pris et à faire pression pour la création d'un groupe de travail chargé de suivre les engagements et de demander des comptes aux acteurs.
- WILPF intégrera certaines actions dans ses projets actuels et futurs et établira un réseau solide d'acteurs engagés dans la promotion de ces actions.
- Polycom continuera à engager activement les filles et les jeunes femmes à accélérer la réalisation des promesses faites lors de la CIPD+25, à savoir mettre fin aux grossesses chez les adolescentes, aux mariages d'enfants et aux mutilations génitales féminines, et à demander au gouvernement kenyan de rendre des comptes sur les engagements qu'il a pris lors du FEM.
- Mwana Pwo s'engage à surveiller la mise en œuvre des engagements pris par les gouvernements, les organisations internationales et les organisations de la société civile, notamment en ce qui concerne les droits sexuels et reproductifs.

FEMNET Commits to:

- Mobilize and capacitate women in policy advocacy to influence macroeconomic policies and bring about transformative, sustainable and equitable distribution of resources – through AFMA (include teenage girls, non-binary, political leaders, co-develop alternative economic models that are just and feminist).

- 
- Invest and support young women, innovators, grassroots movements and collectives to partner with women in media (new and traditional) to advocate on ILO 190 – based on learnings from the process of ratification of the Maputo Protocol.
 - Work to decolonize policy processes and nurture teenage feminists.

De nouvelles occasions de demander des comptes au gouvernement

- Nigeria : intensifier les engagements avec les décideurs politiques et les parties prenantes du gouvernement sur l'adoption et la mise en œuvre de la loi sur l'interdiction de la violence contre les personnes (VAPP) dans les États où la loi n'a pas encore été adoptée.
- Afrique du Sud : suivre l'engagement de réserver 40 % des marchés publics aux entreprises appartenant à des femmes.

ANNEXE 1: Rapport numérique

Inclus dans ce rapport

 @FemnetProg

 Femnet Secretariat

 femnetsecretariat

 @FemnetProg
Thu 7/1/2021 7:54 pm EAT

FEMNET will support and work with African teenage feminists who are working towards inclusion and making a difference.

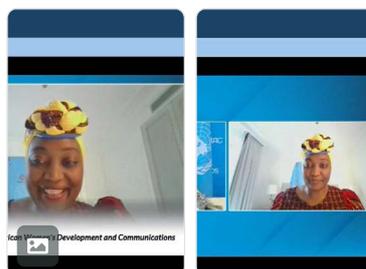
#GenerationEquality
#ActForEqual
#GenerationEqualityAfrica

A

Impressions	1,156
Potential Reach	43,744
Engagements	6
Engagement Rate (per Impres...	0.5%

 @FemnetProg
Thu 7/1/2021 7:52 pm EAT

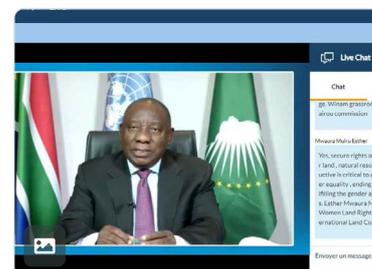
"Women are not at the table when macroeconomic decisions are being made. We need to be part of the decision maki...



Impressions	2,649
Potential Reach	146,025
Engagements	61
Engagement Rate (per Impre...	2.3%

 @FemnetProg
Thu 7/1/2021 7:02 pm EAT

"In South Africa we are working to shift economic power to women through various initiatives" - @CyrilRamaphosa...



Impressions	1,079
Potential Reach	45,611
Engagements	9
Engagement Rate (per Impres...	0.8%

 @FemnetProg
Thu 7/1/2021 6:51 pm EAT

The violence and harassment that women face at home trickles down to the work place. We must create a safe environme...



Impressions	1,105
Potential Reach	43,354
Engagements	6
Engagement Rate (per Impres...	0.5%

 @FemnetProg
Thu 7/1/2021 6:15 pm EAT

"We are focusing on the care economy, which has been worse since the COVID 19 pandemic"

#GenerationEquality
#ActForEqual
#GenerationEqualityAfrica

A

Impressions	1,086
Potential Reach	43,351
Engagements	7
Engagement Rate (per Impres...	0.6%

 @FemnetProg
Thu 7/1/2021 6:13 pm EAT

Ongoing Session: Economic Justice and Rights "The work that we needed to do has not been done. We have not received...



Impressions	5,556
Potential Reach	82,565
Engagements	99
Engagement Rate (per Impres...	1.8%



 **@FemnetProg**
Thu 7/1/2021 3:07 pm EAT

Ongoing session: Gender Based Violence
#GenerationEquality Organizations needs to work with those closest to the...



Impressions	5,153
Potential Reach	159,379
Engagements	113
Engagement Rate (per Impre...	2.2%

 **Femnet Secretariat**
Thu 7/1/2021 10:13 am EAT

The young women and leaders in the Coast region of Kenya presented their commitments and demands for the...



Impressions	1,310
Reach	1,180
Engagements	44
Engagement Rate (per Impresi...	3.4%

 **@FemnetProg**
Thu 7/1/2021 10:07 am EAT

#GenerationEquality
#GenerationEqualityAfrica
#ActForEqual

SRHR AND BODILY AUTONOMY

- Establish a need informed database of the number of people who are not able to access SRHR services.
- Promote access to quality health care services that is inclusive and dignified for all genders.
- Localize and domesticate international, regional and local policies touching on SRHR and health and specifically, The menstrual health management policy for Mombasa County.
- Implement the comprehensive sexual education interventions.
- Recognize and value women's care work especially in public health response through strengthening the community and home based care systems as a continuum of public health and ensure adequate protection and compensation especially in response to COVID-19 and other public health challenges.
- Deepen and strengthen community approaches to psychosocial support and continue to destigmatize mental health, by removing some of the cultural myths and taboos that limit access to mental health seeking behavior and perpetuate the cycle of trauma.
- Funding: Allocate funds for data on SRHR due to inadequate data on the subject matter which will guide the implementation of the commitments stated e.g. data on the number of young women who cannot afford menstrual products.

Technology For Gender Equality

- Identify any forms traditional, religious and cultural barriers impeding the inclusion and participation of women in the digital spaces.
- Widen innovation ecosystem embedded in transparency and accountability.

Impressions	834
Potential Reach	45,026
Engagements	18
Engagement Rate (per Impres...	2.2%

 **@FemnetProg**
Thu 7/1/2021 10:06 am EAT

The young women and leaders in the Coast region of Kenya presented their commitments and demands for the...



Impressions	4,106
Potential Reach	64,127
Engagements	104
Engagement Rate (per Impres...	2.5%

 **@FemnetProg**
Wed 6/30/2021 5:21 pm EAT

#GenerationEquality
#GenerationEqualityAfrica
#ActForEqual

Impressions	2,135
Potential Reach	50,825
Engagements	20
Engagement Rate (per Impres...	0.9%

 **@FemnetProg**
Wed 6/30/2021 5:20 pm EAT

We have partnered with **@hamisazaja** to bring together women from Mombasa to table our commitments and demands to the Kenyan government and thought leaders. **#GenerationEquality**
#GenerationEqualityAfrica
#ActForEqual

Impressions	1,213
Potential Reach	54,470
Engagements	24
Engagement Rate (per Impres...	2%



 **@FemnetProg**
Wed 6/30/2021 5:18 pm EAT

#GenerationEquality
#GenerationEqualityAfrica
#ActForEqual

A

Impressions	1,497
Potential Reach	54,008
Engagements	22
Engagement Rate (per Impres...	1.5%

 **@FemnetProg**
Wed 6/30/2021 5:17 pm EAT

 **#GenerationEquality**
#GenerationEqualityAfrica
#ActForEqual

A

Impressions	3,310
Potential Reach	58,281
Engagements	41
Engagement Rate (per Impres...	1.2%

 **@FemnetProg**
Wed 6/30/2021 5:16 pm EAT

 **#GenerationEquality**
#GenerationEqualityAfrica
#ActForEqual

A

Impressions	2,100
Potential Reach	51,999
Engagements	17
Engagement Rate (per Impres...	0.8%

 **@FemnetProg**
Wed 6/30/2021 5:16 pm EAT

 **#GenerationEquality**
#GenerationEqualityAfrica
#ActForEqual

A

Impressions	1,830
Potential Reach	51,660
Engagements	12
Engagement Rate (per Impres...	0.7%

 **@FemnetProg**
Wed 6/30/2021 5:15 pm EAT

 **#GenerationEquality**
#GenerationEqualityAfrica
#ActForEqual

A

Impressions	1,497
Potential Reach	50,653
Engagements	10
Engagement Rate (per Impres...	0.7%

 **@FemnetProg**
Wed 6/30/2021 4:37 pm EAT

#GenerationEquality
#GenerationEqualityAfrica
#ActForEqual

A

Impressions	1,373
Potential Reach	49,602
Engagements	21
Engagement Rate (per Impres...	1.5%



FemnetProg
Wed 6/30/2021 4:27 pm EAT

Women are demanding for Inclusion.
Women want Equality! We have to hold our governments accountable....

Impressions	6,145
Potential Reach	68,651
Engagements	156
Engagement Rate (per Impres...	2.5%

Femnet Secretariat
Wed 6/30/2021 4:03 pm EAT

#GenerationEquality
#GenerationEqualityAfrica #ActForEqual

Video Views	38
Impressions	295
Reach	284
Engagements	5
Engagement Rate (per Impression)	1.7%

@FemnetProg
Wed 6/30/2021 3:59 pm EAT

The **#GenerationEquality** Forum kicks off today in Paris!
 🇫🇷 What are the plans for Women and Girls globally? Follow us live on our Facebook page. [@hamisazaja](#)
#GenerationEqualityAfrica
#ActForEqual Link: facebook.com/watch/live/?v=...

Post Link Clicks	6
Impressions	2,113
Potential Reach	81,841
Engagements	46
Engagement Rate (per Impres...	2.2%

Femnet Secretariat
Wed 6/30/2021 3:34 pm EAT

Watch Party for the Launch of The Gender Equality Programme Live at Swahilipot Hub Sponsored by Hamisa Zaja Community...

Video Views	117
Impressions	266
Reach	254
Engagements	28
Engagement Rate (per Impresi...	10.5%

Femnet Secretariat
Wed 6/30/2021 10:56 am EAT

Today is Social Media Day and we are joining the rest of the world to help stop the spread of misinformation. PAUSE,...

Video Views	60
Impressions	369
Reach	365
Engagements	21
Engagement Rate (per Impression)	5.7%

@FemnetProg
Wed 6/30/2021 10:33 am EAT

Today is Social Media Day and we are joining the rest of the world to help stop the spread of misinformation. PAUSE,...

Video Views	487
Impressions	5,101
Potential Reach	171,263
Engagements	119
Engagement Rate (per Impre...	2.3%

ANNEXE 2: Exemples de conversations / publications sur Tweet

FEMNET @FemnetProg

Women are demanding for Inclusion. Women want Equality! We have to hold our governments accountable. #GenerationEquality ♀ #GenerationEqualityAfrica #ActForEqual



YWLI and 7 others

FEMNET @FemnetProg

"Women are not at the table when macroeconomic decisions are being made. We need to be part of the decision making process." - @kachambwa #GenerationEquality ♀ #ActForEqual #GenerationEqualityAfrica



The African Women's Development and Communications

Jill Anami @jillannAmi

"Listen to those who are not being heard.. democracy is strongest when everybody participates!!" @VP #GenerationEquality ♀ #GenerationEqualityAfrica #ActForEqual



Hamisa Zaja @hamisazaja · Jul 1

For a long time, Women empowerment has but a concept. But through our collective realisation, it should be a program. A program dedicated resources & effort to in order for the whole society to understand & realize it. @FemnetProg #GenerationEquality ♀ #GenerationEqualityAfrica



Esther-Nyawirah @ENyawirah · Jun 30

Watching #GenerationEqualityAfrica @FemnetProg



FEMNET @FemnetProg

The violence and harassment that women face at home trickles down to the work place. We must create a safe environment for women to work without fear of violence. #GenerationEquality ♀ #ActForEqual #GenerationEqualityAfrica

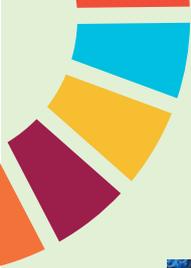


FEMNET @FemnetProg

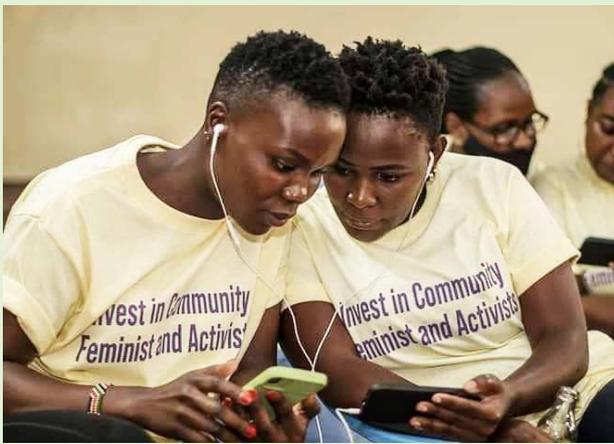
The #GenerationEquality ♀ Forum kicks off today in Paris! 🇫🇷 What are the plans for Women and Girls globally? Follow us live on our Facebook page. @hamisazaja #GenerationEqualityAfrica #ActForEqual

Galerie de photos





Galerie de photos

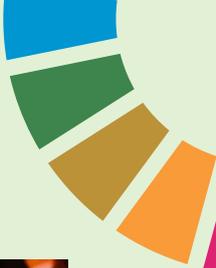


Galerie de photos

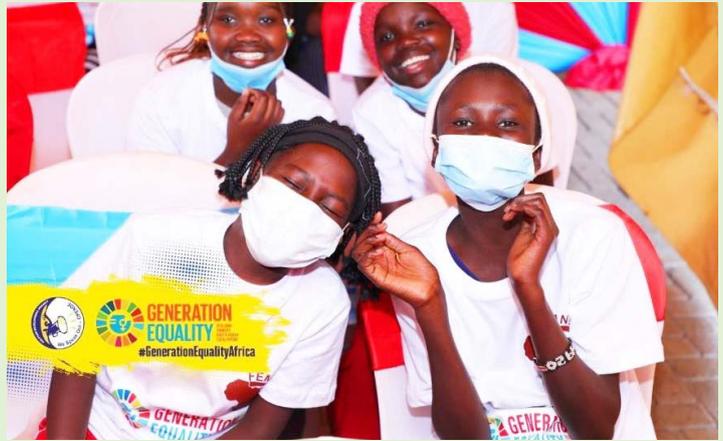


Galerie de photos





Galerie de photos





Réseau de Développement
et de Communication des
Femmes africaines

African Women's Development and Communication Network (FEMNET)

12 Masaba Road, Lower Hill

P.O. Box 54562 - 00200; Nairobi, KENYA

Tel: +254 20 2712971/2; Cell: + (254)725.766932 Fax: +254 20 2712974

www.femnet.org



Femnet Secretariat



FemnetSecretariat



@femnetprog